

PRÉSIDENTIELLE 2021

Denis Sassou N'Guesso officiellement candidat



Denis Sassou N'Guesso déclarant officiellement sa candidature

En marge du lancement, le 23 janvier, par le chef de l'État congolais des travaux de bitumage de la route Dolisie-Kibangou, dans le département du Niari, Denis Sassou N'Guesso a choisi la modeste localité de Kibangou, à 93 km du chef-lieu Dolisie, pour annoncer officiellement sa candidature à l'élection présidentielle du 21 mars prochain. "Oui, nous nous portons candidat à l'élection présidentielle de mars" a-t-il solennellement déclaré en réponse aux appels que lui ont lancé tour à tour les sages et les jeunes du Niari présents sur le lieu de la cérémonie.

Page 16

MUSIQUE

L'UMC plaide pour la réouverture des salles de spectacles

L'Union des musiciens du Congo (UMC) a émis, le 22 janvier lors de sa première rencontre annuelle, le souhait de voir rouvrir, au même titre que les lieux de cultes, les salles de spectacles pour permettre à ce secteur de reprendre ses activités dans le strict respect des mesures barrières imposées par la Covid-19.

« Nul ne peut méconnaître que nous sommes une catégorie socio-professionnelle de

personnes qui gagnent leur vie en qualité de créateurs. Nous en appelons à la Task Force et au gouvernement d'agir dans les meilleurs délais pour aider les créateurs à survivre à la crise actuelle et, à terme, à contribuer à la reprise de leurs activités », a plaidé le président de l'UMC, Magloire Bonguili dit « Pape God ».

Page 13

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Vers l'amélioration des conditions de travail des chercheurs



Les experts du ministère de la Recherche scientifique (Adiac)

Les experts du ministère chargé de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique sont en conclave pour négocier des accords d'établissement avec l'État, en vue d'améliorer les conditions de travail des chercheurs congolais. « Les aspects incita-

tifs pour s'embarquer dans le domaine de la recherche au Congo ne sont pas légion et les conditions de développement du personnel dans le métier de chercheur non attrayantes. Ce qui éloigne malheureusement des laboratoires les jeunes qui

ont le mérite pour exceller dans cet environnement », a indiqué le ministre en charge de la Recherche scientifique Martin Parfait Aimé Coussoud Mavougou à l'ouverture des travaux de la commission mise en place pour la circonstance.

Page 6

CHAN 2021

Congo-Libye : les Congolais entre pessimisme et optimisme



Congo-Libye lors du Chan 2018

Avec seulement un point en deux matchs, les Diables rouges du Congo sont face un dilemme qui place les supporters de l'équipe nationale dans un doute quant à leur éventuelle qualification au deuxième tour. Les poulains de Barthélémy Ngatsono doivent impérativement battre les Chevaliers de la Méditerranée, le 25 janvier au stade Japoma de Douala, pour

tenter d'obtenir une place à la prochaine étape. Dans les rues de Brazzaville ou sur les réseaux sociaux, les avis sont partagés quant à la capacité de l'équipe nationale de réussir cette mission.

Page 13

Editorial
Rien n'est joué

Page 2

ÉDITORIAL

Rien n'est joué

D'ici à la mise en route complète du processus électoral en vue de la présidentielle du 21 mars prochain, l'aréopage politique du Congo livrera encore beaucoup de surprises. En termes de déclarations de candidatures sans doute, mais aussi en termes d'alliances. Bien souvent, les acteurs sont écartelés entre la volonté de postuler personnellement, de soutenir un candidat ou de rester à l'écart de l'effervescence générale.

La semaine qui vient de s'écouler a encore montré à quel point il peut être difficile de se faire une idée exacte de ce que mijotent les entrepreneurs politiques quand approche une élection majeure. Il y en a qui considèrent le match joué d'avance sans dire à peu-près comment. Il y en a encore qui n'ont presque pas d'opinion, ou attendent d'en avoir une le moment venu. Par contre d'autres ont l'espoir qu'ils gagneront le pari de la victoire sans coup férir.

Le propre des élections, à l'instar d'un match de football, est qu'elles ne sont pas toujours gagnées d'avance. Chacun, en fonction de sa stratégie, de ses atouts, de ses alliances, de sa volonté de rallier les suffrages des Congolais, est appelé à sillonner le pays d'un bout à l'autre. C'est en allant à la rencontre du paysan là où il se trouve que l'on se fait une idée précise des besoins qui sont les siens et que l'on modèle son projet de société en connaissance de cause.

Il est clair, sur cette question, que les problèmes des Congolais sont quasiment les mêmes dans tous les départements. Mais rester à Brazzaville le long de l'année sans prendre langue avec eux, ne pas le faire aussi pendant la campagne électorale et espérer qu'ils vous accorderont leurs suffrages sans vous écouter de vive voix, sans connaître qui vous-êtes et qu'est-ce exactement que vous représentez peut ne pas faciliter les choses. Espérons que cette fois, peu parmi les candidats attendus brilleront par leur présence aux quatre coins du pays pour évaluer leur popularité.

Les Dépêches de Brazzaville

DOLISIE

La création de deux nouveaux arrondissements à l'étude

Situé dans le département du Niari, la ville de Dolisie pourrait avoir deux nouveaux arrondissements. Une délégation du bureau exécutif du conseil municipal de la localité a évoqué le sujet le 22 janvier avec le président de la République Denis Sassou N'Gusso.

« Nous avons regardé la situation au niveau du conseil municipal de Dolisie, les problèmes des voiries urbaines et du cercle culturel... Nous avons également évoqué la création de deux autres arrondissements à Dolisie. Le président de la République a pris note et va créer les conditions... », a indiqué le maire de Dolisie, Ghislain Rodrigue Nguimbi Makosso, à l'issue de l'audience.

Le chef de l'Etat a également reçu une délégation du bureau exécutif de la coordination départementale du haut conseil des sages du Niari. Cette délégation lui a offert « un tableau sur lequel surplombe une colombe blanche symbolisant la paix avec sous sa base le Congo tout

entier », a expliqué Jean-Baptiste Yandouka, l'un des membres de cette délégation.

Le président de la République a en outre échangé avec le pasteur Albert Teddy sur les préparatifs du centenaire de la localité de Mouboti. Il a aussi offert son hospitalité à une délégation de la plateforme des associations des personnes vivant avec handicap du Niari, ainsi qu'au conducteur du train citerne spécial après la guerre de 1997, Martin Mankélé.

Le chef de l'Etat a bouclé la série de réceptions avec une délégation de la famille de l'ancien président Pascal Lissouba, conduite par son fils le député Jérémy Lissouba.

La Rédaction

PRÉSIDENTIELLE 2021

Anguios Nganguia Engambé, candidat du PAR

Le président national du Parti pour l'action de la République Mâ (PAR), Anguios Nganguia Engambé, va à nouveau défendre les couleurs de son parti à l'élection présidentielle du 21 mars prochain. Il a été désigné, le 22 janvier à Brazzaville, à l'issue des primaires organisés par sa formation politique.

Le scrutin primaire s'est tenu exclusivement à Brazzaville où quatre bureaux de vote y étaient installés, dont deux à Talangai, dans le 6e arrondissement, et deux à Poto-Poto dans le 3e. Trois candidats étaient en lice, à savoir: Anguios Nganguia Engambé, Médard Moranga et Eveline Murielle Bikouta, pour un corps électoral de près de 19 000 votants.

A l'issue du vote, le président-fondateur du PAR a remporté le scrutin avec 59% des voix. Il va ainsi, comme il l'avait fait en 2009 et 2016, porter l'étendard de son parti à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

« Les primaires que nous organisons, la veille de chaque

élection, sont l'expression de la démocratie. Aujourd'hui, je suis à nouveau désigné candidat du PAR à la présidentielle du 21 mars 2021, je suis très ravi », s'est réjoui le président du PAR-Mâ.

Réagissant à ce propos, le candidat désigné s'est engagé à défendre l'étendard du PAR jusqu'au bout. Il dit avoir réactualisé son projet de société qu'il avait proposé aux Congolais en 2016. Dans celui-ci, il propose aux futurs électeurs plusieurs actions salvatrices au profit de la nation.

« Si je suis élu président de la République, je ferai de l'éducation nationale, la santé publique, l'agriculture, l'électrification du Congo, la sécurité

publique, les transports, la justice équitable, l'environnement et les technologies de l'information et la lutte contre les antivaleurs mes chevaux de bataille », a-t-il souligné.

A propos des accords que son parti a signés avec l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) de Guy Brice Parfait Kolelas, le président du PAR-Mâ a précisé que l'alliance restera en vigueur. Celle-ci, a-t-il dit, prévoit que les responsables des deux partis peuvent se présenter à la même élection. Mais, si jamais l'un est élu président de la République, ils gouverneront ensemble, et lorsque l'un va au deuxième tour, le perdant doit le soutenir.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RÉHABILITATION DES QUARTIERS PRÉCAIRES

Les travaux d'aménagement réalisés à 60% à Sukissa

Lancés en août derniers, les travaux de canalisation et de pavage des avenues, la construction du réseau d'eau potable et d'électricité, y compris du marché Sukissa, à Ouenzé, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, s'exécutent normalement.

L'aménagement du quartier Sukissa s'inscrit dans le cadre du Projet de développement urbain et restructuration des quartiers précaires (Durquap) que l'État congolais cofinance avec la Banque mondiale. Ces travaux permettront de doter la localité des voies d'accès faciles, des infrastructures sociales modernes pouvant contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Sur le terrain, les ouvriers de la société Razel sont à pied d'œuvre pour les travaux de finition, tandis que le pavage de certaines rues se poursuit, a-t-on constaté. Mais selon l'un des superviseurs des chantiers, Gaston Mihakanda, les travaux peuvent être achevés dans au moins trois mois. « D'ici là nous allons finir avec le remblayage des avenues et nous allons procéder à la dernière étape qui est celle des pavages », a confié l'ouvrier.

Tout comme les autres habitants de Soukissa, Rosine Kouhokila, commerçante,



Les travaux d'aménagement se poursuivent/Adiac

est ravie de voir le quartier se métamorphoser. « Je suis très contente de voir que les autorités ont pensé à nous pavoisant des avenues. Désormais, il sera plus facile

pour nous d'accéder aux grandes avenues », a indiqué Rosine Kouhokila.

Il faut signaler que depuis plusieurs années, les habitants de cette partie de la

ville capitale vivaient dans un enclavement indescriptible, sans accès à l'eau potable et à l'électricité permanente. Gloire Bakissila, la trentaine révolue, et ses

amis peuvent dorénavant se promener librement à des heures tardives. « Notre quartier ne sera plus comme avant, comparé à un village à cause des difficultés d'accès. Même tard dans la nuit, nous aurons la possibilité de trouver un taxi où une moto pour se rendre à l'hôpital », s'est réjoui cet habitant.

Outre le pavage des avenues, l'opérateur public «La congolaise des eaux» a procédé à l'installation du système de tuyauterie afin de rendre l'eau potable accessible à tous les habitants. De même, la construction du centre de santé intégré du quartier de Soukissa devrait commencer sous peu. Trois autres localités défavorisées sont bénéficiaires du projet Durquap, à savoir: les quartiers Moukoundzi-Ngouaka, à Makélékélé, dans le 1er arrondissement de la capitale, et les quartiers Tchiniambi 1 et Mboukou à Pointe-Noire, respectivement dans les 3^e et le 4^e

Fiacre Kombo et
Grace Merveille Ngapia
(Stagiaire)

LE FAIT DU JOUR

Une merveille!

On peut dire cela de l'immeuble flamboyant neuf sorti de terre non loin du Palais du peuple, qui abritera désormais le Parlement congolais. Son façonnage et le grand espace qu'il occupe sont de nature à valoriser la Place de la République, mais cette merveille postule que son environnement immédiat soit rénové pour ne pas que les autres édifices alentour et leurs occupants l'empêchent de fermer l'œil de la nuit.

En raison de la crise économique, le chantier du ministère de l'Intérieur tout en face n'a pas re-

pris. Une fois redémarré et achevé, il ajoutera à la beauté des lieux, sans toutefois que la demande formulée plus haut, de voir le quartier être complètement assaini ne perde sa pertinence. Peut-être que les mois à venir, en priant que 2021 soit l'année de la reprise des secteurs vitaux de la vie nationale, un tel vœu sera rempli.

Dans quelques jours, le nouveau palais du Parlement sera remis officiellement à l'Assemblée nationale et au Sénat par le président de la République. Les deux chambres commencent la nouvelle année sous de

bons auspices pourrait-on dire. Il va de soi que les conditions de travail dans ce nouvel immeuble seront meilleures que dans l'emblématique Palais des Congrès, toujours aussi imposant et témoin privilégié de la vie de la République. Son rival, évidemment ne lui arrachera pas le défilé anniversaire de l'indépendance le 15 août.

Un petit enseignement de l'histoire tout de même : il y a de cela trente ans, dans l'euphorie de la Conférence nationale souveraine, les Congolais se mirent à tout débaptiser. Ils en vinrent à considé-

rer que le nom Palais des congrès, donné à l'immeuble qui les accueillait pendant qu'ils appelaient de leurs vœux la démocratie pluraliste symbolisait le passé monopartite du pays. Ils le nommèrent Palais du Parlement. Presque pour rien.

Les choses sont ensuite revenues à la normale, ce bâtiment érigé en 1984 a depuis repris son appellation d'origine. Comme quoi, construire un pays ne consiste pas toujours à tout régler par la rancœur et la précipitation.

Gankama N'Siah

POOL

Quatre ponts semi-définitifs ouverts à la circulation

Les ponts construits sur les rivières Mpieme, Louholo, Loukaka et Ntonato (axe Mindouli-Kindamba), dans le département du Pool, ont été officiellement mis en service, le 18 janvier, par le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Emile Ouosso.

Réhabilités par la société ECGM Labo-Congo sur financement de l'État, à hauteur de 249 392 606 F CFA, ces ouvrages permettront de faciliter l'accès aux grands bassins de production. « En temps de crise, il faut faire beaucoup avec peu. C'est ce que nous faisons, depuis bientôt un an et demi en consolidant les acquis et en réhabilitant ce qui peut l'être selon les urgences constatées par le ministère. Le but est d'assurer le brassage de toutes les populations, la libre circulation des hommes et des biens et permettre l'intégration régionale qui passe aussi par l'accès des bassins de production », a affirmé le ministre en charge de l'Équipement. Suite à leur état défectueux, ces ponts avaient occasionné une rupture de trafic sur cet axe routier. Leur mise en service marque la fin des difficultés rencontrées par les usagers de la Route nationale n°9 (RN9). « Cette situation survenue en période de crise financière et exacerbée par la pandémie de Covid-19 n'accordait pas assez de marges de manœuvre au gouvernement pour réaliser les travaux immédiats de leur remise en l'état », a relevé le directeur général de l'équipement, Lambert Oléa, soulignant qu'il ne s'agit pas de travaux de construction de nouveaux ouvrages.

La RN9 désormais praticable

Les travaux de réfection des platelages des ponts semi-définitifs sur



Coupure du ruban symbolique à Ntonato par le ministre d'Équipement/Adiac

Mpieme, Louholo et Loukaka (RN9), ont été exécutés pour une durée de trois mois au montant de 49 392 606 FCFA. Sur la rivière Mpieme, il y est érigé un pont de 7m de long, composé des culées en béton armé, avec un tablier de huit IPN300 et un platelage en bois de madrier. A 38km sur la RN9, un pont de 36m de long et 4m de large a été construit sur la rivière Louholo. Cet ouvrage est constitué de trois travées d'une longueur de 12m, des culées en béton armé, de deux piles massives en béton cyclopéen, un tablier comprenant 2x4 IPN360 par travée et un platelage en bois de madrier.

Sur la rivière Loukaka, au PK 40, un autre d'une longueur de 8m et 4m de large a été réhabilité.

Les travaux de réhabilitation du pont sur la rivière Ntonato, au PK 26 ont été réalisés pour une durée de trois mois à hauteur de 200 000 000 FCFA. Ce pont de 24m de long et de 4 m large est constitué de deux travées de 12m de long, des culées en béton armé, d'une pile massive en béton cyclopéen, d'un tablier comprenant 2x4 IPE360, par travée, et le platelage est en bois de madrier. « Ce pont était complètement abîmé, affaissé

qui n'ont pour seul souci que le transport de leurs marchandises, peu importe le poids.

« ... Les produits sont tellement importants à moins de faire en sorte qu'o n fasse passer les véhicules avec une certaine capacité, mais je crois que la rupture vient d'être réparée, les usagers de la route sont satisfaits. En dehors du pont de Ntonato, il a d'autres ouvrages qui ont été exécutés. Ces réalisations constituent une grande délivrance pour la population, parce qu'en attendant la mise en œuvre du programme de réinsertion, les jeunes ont trouvé des emplois temporaires », a soutenu le ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Adélaïde Mougani.

Notons que dans le département du Pool, les travaux de réhabilitation se poursuivent, notamment à Tombo-Manianga, Louomo, Louingui. « Nous sommes en train de parachever les travaux des tronçons Nganga-lingolo, Linzolo, Mbanza-Ndounga jusqu'à Voka. En ce moment, les machines sont déjà à Goma-Tse-tse et bientôt les travaux vont commencer sur l'axe de Mindouli. La réparation de la dorsale du Pool, c'est pour bientôt, à savoir Mindouli-Kindamba-Vinza-Pangala jusqu'à Kimba. Il va rester le Pool-nord, c'est-à-dire l'axe Odziba-Mbé-Ngabé. », a conclu Emile Ouosso.

Pour les techniciens, le passage des véhicules hors gabarit, à seize roues, chargés en divers produits, mettra en péril la durabilité de ces ouvrages. Pour préserver cet actif routier, il est donc nécessaire pour les véhicules de prendre en compte leurs charges, avant d'assurer la traversée du pont. Une difficulté pour les producteurs

Josiane Mambou Loukoulou

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

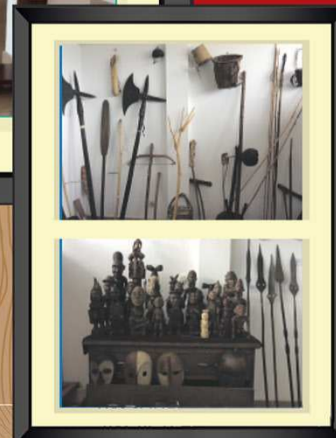
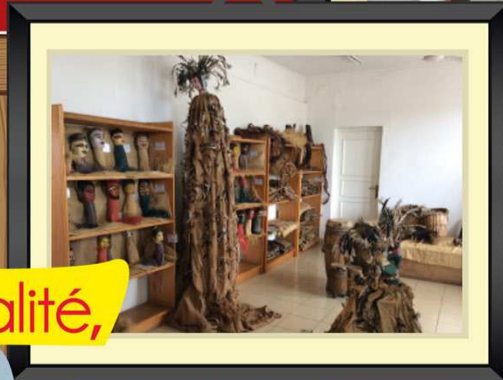
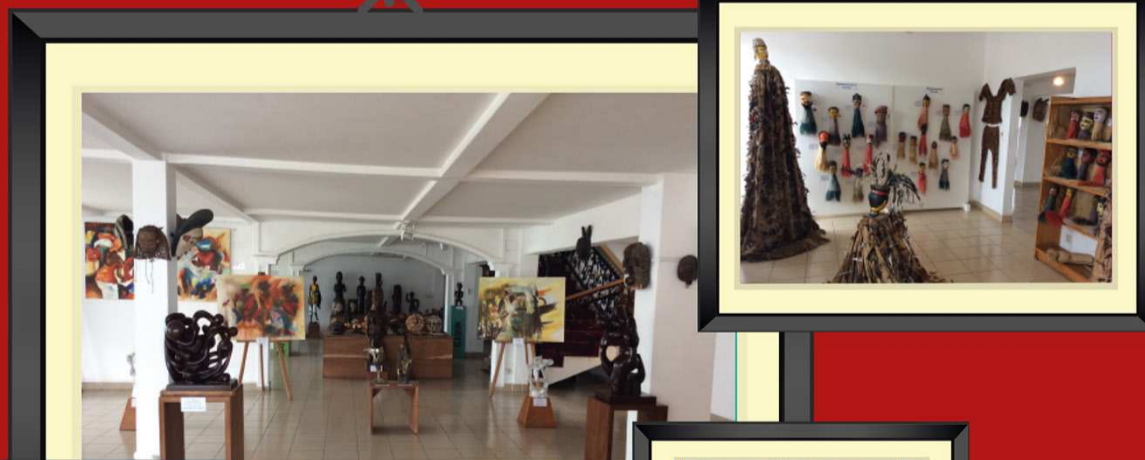
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

TRIBUNE LIBRE

La construction des infrastructures routières, un programme à multiples objectifs

Les experts dans le domaine soutiennent que les infrastructures sont une composante fondamentale du développement humain. C'est sans doute, pour l'avoir compris que le Congo a lancé, depuis quelques années, un vaste programme de construction des infrastructures routières modernes. Celui-ci devrait lui permettre de renforcer son rôle de pays de transit dans la sous-région.

Ce programme a consisté, dans un premier temps, au désenclavement de l'arrière-pays, en maillant l'ensemble du territoire national d'infrastructures publiques nécessaires à la circulation des biens et des personnes. De nombreux ouvrages ont été construits, en 1982, dans le cadre du plan quinquennal. Mais, ils se sont abîmés, pour la plupart, pendant la période de conflits. Ainsi, au début des années 2000, le Congo accusait un déficit évident en infrastructures de transport, les routes et les ponts de franchissement, notamment.

Un véritable recul après tant d'efforts consentis lors du premier plan quinquennal.

Tel Sisyphe et son rocher, le gouvernement, a été obligé de remettre le métier sur l'ouvrage. Un énième programme de construction des infrastructures routières, comme un des piliers de sa stratégie de développement, a été élaboré. Ce programme, qu'il a voulu ambitieux, ne concerne pas seulement des ouvrages d'intérêt national, mais également et surtout ceux de portée sous régionale, en prévision de l'intégration des grands sous-ensembles régionaux sur le continent. Situé au centre du bassin du Congo, le pays peut jouer un rôle important, grâce à son ouverture stratégique sur l'océan atlantique et à son port en eau profonde.

Depuis 2002, plusieurs routes bitumées ont été réhabilitées ou construites, à l'instar de la route nationale N°1 (Brazzaville-Pointe-Noire), mise en service en 2016. Une infrastructure au cœur du maillage routier du pays, elle poursuit un double objectif : relier la côte atlantique à l'extrême nord et, partant, désenclaver l'ensemble des départements du pays. Ainsi, le Congo renforce sa position de carrefour de transit en Afrique centrale.

C'est à partir de cette route que se développe les corridors régionaux et des routes d'intégration. Lesquelles sont, en réalité, des couloirs économiques qui se forment progressivement, reliant les infrastructures commerciales aux zones de production. Plus tard, elles seront connectées aux espaces de transformation que seront les zones économiques spéciales nationales ou régionales.

Ainsi, vers le Cameroun, le corridor Brazzaville-Yaoundé, réduit déjà considérablement les temps de transport de marchandises entre les deux pays. Toutefois, il faudra compter avec le reprofilage, en cours, de la route nationale N°2, complètement détériorée, pour juger de son importance.

Vers le Gabon, deux routes bitumées, l'une reliant Obouya-Mbié à la frontière du Gabon, inaugurée en 2014 et l'autre, dont les travaux sont en voie d'achèvement, va relier Dolisie à Ndéndé au Gabon. Au vu de l'avancement des travaux, ce corridor pourrait entrer en service dans un avenir très proche.

Vers la République démocratique du Congo, le pont route-rail qui enjambera le fleuve Congo, sera un maillon essentiel des deux corridors transafricains : Pointe-Noire-Mombassa et Tripoli-Le Cap. Cette infrastructure, une fois construite, achèvera de favoriser la fluidité des échanges entre le nord et le sud du continent.

Enfin vers la République Centrafricaine, le corridor 13 prévoit une route entre Brazzaville et Bangui, jusqu'à N'Djamena.

En construisant, notamment, des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire, le Congo ne vise pas seulement la modernisation du pays et les meilleures conditions de vie de la population ; il se positionne comme une plateforme d'exportation et de réexportation pour les investisseurs qui visent les marchés de l'Afrique centrale. Reste que le civisme des usagers demeure un atout majeur pour leur conservation.

Valentin Oko

BOUENZA

Le pont sur la rivière Loudima difficile d'accès

Les travaux de construction du pont sur la rivière Loudima, axe Boko-songho-frontière de la République démocratique du Congo (RDC), dans le département de la Bouenza, ont été achevés mais l'ouvrage reste difficilement accessible.



le pont sur la Loudima/Adiac

Le constat a été fait, le 19 janvier, au cours d'une visite d'inspection des travaux de la voie d'accès au pont sur la rivière Loudima et de réhabilitation du pont sur le même cours d'eau, effectuée par le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Emile Ouosso.

Presque impraticable en période de pluie, cet axe routier a donné du fil à retordre à la mission du ministère en charge des routes qui n'a pu tenir le pari de visiter les travaux du pont, à cause des bourbiers sur le tronçon. Le long de la route, les véhicules tentent des passages hasardeux.

Même si les travaux de la voie d'accès au pont sur la rivière Loudima ont démarré, sur le terrain aucun effet ne se dégage. A quelques kilomètres du pont, des véhicules embourbés

qui n'ont eu pour solution que de se faire tracter par un engin. Après moult tentatives, plus aucune inquiétude, mais impossible de poursuivre la mission.

Plus loin, les quelques techniciens qui ont réussi l'épreuve de traversée de ce bourbier ont pu poursuivre la route. Mais à quelques kilomètres du site, l'équipe n'a eu de choix que de rebrousser chemin à cause de la montée des eaux sur la rivière Modila. Signalons que cette mission s'est effectuée sous une pluie, ce qui a rendu difficile l'accès au pont sur la rivière Loudima.

« On n'est pas arrivé au pont à cause d'une grande pluie qui s'est abattue ce matin. C'est ce qui a fait que la circulation soit rendue difficile mais ce n'est qu'une partie remise. Dans quelques jours,

nous allons revenir mais nous avons les comptes rendus que les travaux sont très avancés et s'exécutent normalement. Je crois que les populations ont constaté qu'il y a un grand changement parce que cette zone aujourd'hui est desservie. Rappelons qu'il y a peu, la circulation dans cette zone était très difficile. Mais, ce qui a été déjà fait à près de 80% rend les populations contentes. Nous faisons confiance à l'entreprise qui travaille sur le terrain et qui trouvera les moyens pour que les travaux prennent fin », a fait savoir le préfet de la Bouenza, Jules Monkala Tsoumou. Même si l'optimisme gagne le cœur des habitants de ce département, beaucoup reste encore à faire pour réussir le pari de désenclaver l'arrière-pays.

« Dans le domaine routier le département de la Bouenza est en chantier parce qu'il y a un travail important qui est en train de se faire avec la construction des routes. Ce sont des travaux qui font plaisir aux populations dans la mesure où l'accès des districts au chef-lieu Madingou est facilité grâce à ces travaux. Les travaux concernent également certaines pénétrantes qui vont dans les bassins de production, ce qui est aussi d'une grande importance pour un département considéré comme le grenier agricole du Congo... », a déclaré le préfet de la Bouenza.

Josiane Mambou Loukoula

« Dans le domaine routier le département de la Bouenza est en chantier parce qu'il y a un travail important qui est en train de se faire avec la construction des routes. Ce sont des travaux qui font plaisir aux populations dans la mesure où l'accès des districts au chef-lieu Madingou est facilité grâce à ces travaux. Les travaux concernent également certaines pénétrantes qui vont dans les bassins de production, ce qui est aussi d'une grande importance pour un département considéré comme le grenier agricole du Congo... »

BOUENZA

Des routes en terre en cours de réhabilitation

En séjour de travail dans le département de la Bouenza, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Emile Ouosso, a visité, le 18 janvier, les travaux d'entretien et de réhabilitation de plusieurs axes routiers.

Au cours de cette mission, il a été question de visiter les travaux d'entretien de la route Bouansa-Mouyondzi, les travaux de réhabilitation de la route Mayalama-carrefour Nsendé-Yamba et les travaux de réhabilitation de la route Mouyondzi-Kingoué-rivière Ndou.

Débutés en octobre dernier, les travaux de réhabilitation de la route Mayalama-carrefour Nsendé-Yamba s'exécutent normalement en dépit de quelques difficultés de terrain.

« Au regard du niveau d'exécution des travaux, nous sortons d'ici avec une satisfaction. La contrée de Yamba est vraiment enclavée. Nous remercions le gouvernement pour ses actions de désenclavement de l'arrière-pays. Nous souhaitons la poursuite des travaux pour que Yamba soit parmi les localités dotées en infrastructures routières. Cette voie, nous l'attendons avec beaucoup d'impatience », a souligné le sous-préfet de Yamba, Pierre Kibamba.

Initialement prévu sur 20 km, partant de Mayalama jusqu'au carrefour de Yamba, ce projet devra s'étendre jusqu'à Yamba centre, soit 30km, un linéaire en cours d'exécution par la société Taman industries.

Les travaux d'aménagement d'ouverture ont été effectués sur



Une vue de la route Mayalama-carrefour Nsendé-Yamba en travaux

20km. L'entreprise en charge des travaux s'attèle à construire les ouvrages de franchissement. Des travaux difficiles à réaliser, selon les techniciens, en raison de la « montée capillaire spectaculaire ». Malgré les difficultés constatées sur le terrain, la société Taman poursuit les travaux de construction de 26 dalots, mettant à profit la période de saison sèche pour réaliser un ouvrage de 3,5x3x9m. Sur cet axe, les tra-

vaux s'exécutent « normalement », souligne le directeur des opérations de la société Taman industries, Hii King Toh.

« En ce qui concerne la consistance des travaux, il y a l'aménagement de la plateforme tel que nous venons de le constater à environ 11km. Sur 20km le profilage léger a été réalisé sur environ 5km. Sur cet axe, il y a au moins 26 ouvrages de franchissement prévus. Sur 26,

l'entreprise a déjà exécuté 7 dalots, 6 dalots de 1x1 de section 1x1 avec 9 m linéaire, un dalot de 2x2x9m linéaire et un dalot en cours d'exécution que nous avons observé, de 3,5x3,5x9m linéaire », a indiqué le directeur de contrôle et de surveillance des travaux.

Sur l'axe Mouyondzi-Kingoué-rivière Ndou, les travaux ont été exécutés mais le spectre de la dégradation de la route plane tou-

jours. Une crainte omniprésente dans les esprits des habitants des localités qui jouxtent cette route.

« La population de Kingoué éprouvait beaucoup de difficultés pour se déplacer. Mais depuis que la route a été réhabilitée, la population est satisfaite parce qu'avant, il fallait toute une journée pour quitter Mouyondzi et se rendre à Kingoué. Mais à présent, ce trajet peut s'effectuer en 45 minutes. Depuis sa réhabilitation, la population se déplace sans difficulté en ce moment. Vous pouvez rouler comme sur du goudron », s'est réjoui la sous-préfète de Kingoué, Odile Kinzenze. Mais sur ce tronçon, les ouvrages de franchissement posent problème. Réhabilitée en saison sèche, les habitants de l'axe Mouyondzi-Kingoué-rivière Ndou émettent le souci de voir cette route se dégrader en période de pluie. « Pendant la saison des pluies, nous avons constaté que le ruissellement des eaux a été un facteur de dégradation de la route dans certains endroits. Nous demandons à la société qui a fait cette route de revoir certaines parties qui commencent à se dégrader parce que si nous arrivons en avril, il y a une forte probabilité que la route se dégrade entièrement », s'inquiète Odile Kinzenze.

Josiane Mambou Loukoulou

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Vers un accord pour l'amélioration des conditions des chercheurs

Les experts du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique se sont réunis le 22 janvier, en commission de négociations des accords d'établissement dans les structures de recherche.

Cette rencontre devrait permettre d'apporter des réponses aux soucis majeurs des agents, a expliqué le ministre en charge de la Recherche scientifique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, lors du lancement des travaux de la commission.

L'accord permettra d'avoir un cadre adéquat pour l'épa-

nouissement et la promotion des travailleurs non fonctionnaires de l'Etat utilisés dans le sous-secteur de la recherche scientifique et de l'innovation. Le ministre Coussoud Mavoungou a déploré le désintéressement de la recherche au Congo.

« Les aspects incitatifs pour s'embarquer dans le do-

main de la recherche dans notre pays ne sont pas légion et les conditions de développement du personnel dans le métier de chercheur non attrayantes éloignent malheureusement trop souvent de nos laboratoires, les filles et fils qui pourtant ont tout le mérite d'exceller dans cet environnement »,

a-t-il déclaré.

Dans d'autres pays, poursuit-il, la recherche apporte une contribution à la réalisation du développement économique. Le ministre de la Recherche scientifique a invité les experts à réfléchir sur leur devenir commun.

Interrogé par les journalistes sur l'importance de cet accord d'établissement, le rapporteur de la commission, Ange Ghislain Nzassi Boulou a expliqué qu'il permettra d'améliorer les conditions de travail des agents du ministère de la Recherche scientifique. Il permettra aussi de réguler les questions liées aux conditions de travail des agents telles que les disparités de revenus et bien d'autres.

« D'après la loi, la grille salariale doit être égale à tous les niveaux. De même les indemnités pour tous ceux qui ont les mêmes diplômes, ajoutant que la politique permettra de susciter un engouement auprès des chercheurs, gage d'un grand changement dans le domaine de la recherche », a-t-il dit.

Lydie Gisèle Oka



Les experts du ministère de la Recherche scientifique (Adiac)

« Les aspects incitatifs pour s'embarquer dans le domaine de la recherche dans notre pays ne sont pas légion et les conditions de développement du personnel dans le métier de chercheur non attrayantes éloignent malheureusement trop souvent de nos laboratoires, les filles et fils qui pourtant ont tout le mérite d'exceller dans cet environnement »,

DROITS DES TRAVAILLEURS

Installation du bureau syndical du ministère de l'Énergie

Le bureau du syndicat du ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique a été installé le 22 janvier à Brazzaville, par le représentant du président de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (Cstc), Steph Bakandila. Composé de neuf membres, ce bureau a pour secrétaire général, Jules César Dan-Belo.



Le bureau syndical posant avec le représentant de la Cstc

Cette instance aura pour mission de défendre les intérêts professionnels communs auprès de la tutelle, notamment les accords en faveur des travailleurs. « *Je suis heureux que vous ayez enfin décidé de créer un syndicat au sein de votre administration. Vous n'êtes pas les ennemis des responsables. Vous devez plutôt entretenir les relations de partenariat pour l'intérêt des travailleurs* », a indiqué Steph Bakandila, avant d'inviter le bureau à travailler en équipe pour plus d'efficacité.

D'après le secrétaire général de ce bureau syndical, « *depuis que le ministère a été créé, le syndicat n'a jamais existé. Ce qui nous a motivés est que certains droits prioritaires des travailleurs ne sont pas pris en compte, à l'instar des commissions paritaires d'avancements des travailleurs. Notre cabinet ne s'en préoccupe pas* ».

« *Il se pose également un problème de déplacement du personnel. Les travailleurs squattent les bus du ministère des Hydrocarbures pour se rendre au service alors qu'on a deux bus dans le parking qui sont dédiés à d'autres courses* », a-t-il renchéri.

Lopelle Mboussa Gassia

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Le gouvernement s'associe à la société civile pour éradiquer le phénomène

Les agents du ministère en charge de la promotion de la femme ont échangé, le 22 janvier avec les responsables des organisations de la société civile aux fins de s'imprégner du contenu de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre ainsi que son plan d'action.



Les deux partis lors de séchantes/Adiac

Au terme des échanges, la directrice de la promotion de la femme, Emilienne Gombouka, a signifié à la presse que la rencontre a permis aux cadre du ministère de la Santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement de présenter aux participants le contenu de la stratégie nationale et ses axes prioritaires. Elle a estimé par ailleurs qu'il est nécessaire de conjuguer les efforts afin de mettre en place des stratégies communes de terrain pour exécuter les diffé-

rentes actions contenues dans le plan national, un document visant à enrayer les violences que subissent les Congolaises. « *Nous sommes réunis pour présenter à la société civile la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre ainsi que le plan d'action. Ce document contient les différentes politiques devant permettre au gouvernement et ses partenaires de mener les actions permettant de mettre fin aux violences dont sont victimes les femmes et jeunes filles* », a expliqué Emi-

lienne Gombouka. Validés en décembre dernier, la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre et son plan d'action contiennent les actions quadriennales qui doivent être menées sur toute l'étendue du territoire national. Notons que dans les prochains jours, le tour reviendra au ministère en charge de la Promotion de la femme de présenter ce document stratégique aux partis politiques et autres entités.

Rude Ngoma

ŒUVRE-SOCIALE

L'école primaire du village Dia rouvre ses portes

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) en collaboration avec les communautés locales et autochtones vivant autour de Messok Dja a réhabilité l'école primaire du village Dia afin d'apporter de l'espoir aux nouvelles générations.

Dans le petit village reculé de Dia, en bordure de l'aire protégée de Messok Dja, l'un des derniers sanctuaires d'éléphants de forêt et de grands singes au monde, les enfants n'avaient pas été scolarisés depuis plus de quatre années de fermeture.

L'établissement scolaire se compose d'un nouveau bâtiment administratif et trois salles de classe équipées en tables-bancs. La rouverture de ce bâtiment scolaire contribue à l'ODD 4 qui encourage l'éducation des enfants, un droit humain et une force pour le développement durable et la paix. En juillet 2016, Esdras et ses amis ont célébré la fin de l'année scolaire. Ils ne savaient pas que c'était leur dernière année d'études : « *Personne ne pouvait imaginer que c'était notre dernier jour d'école* », se souvient-il.

« *En conséquence, de nombreux enfants n'ont pas eu accès à l'éducation* », a déploré Alfred Mengongo, secrétaire du village de Dia. Pour mémoire, le village de Dia a fait construire sa première école en 1982. Mais la crise politique de 1997 a conduit à sa fermeture. Rouverte en 2013, c'était un hangar qui servait de salle de classe. Cependant, faute d'enseignants et de matériel pédagogique, l'école a de nouveau fermé ses portes, laissant les enfants de Dia et des villages environnants non scolarisés.

Le secrétaire du village de Dia a

vu son premier fils grandir sans éducation scolaire. Cependant, il a encore deux autres enfants d'âge scolaire, donc la nouvelle école lui donne de l'espoir pour l'avenir de ses enfants. « *La vie quotidienne de nos enfants se limitait au travail des champs ; aujourd'hui, avec cette école, on peut dire que leur avenir ne sera plus hypothéqué* », a-t-il ajouté.

Le jeune Esdras, âgé de douze ans, futur élève de l'école primaire de Dia n'a pas caché sa joie et a invité tous ses amis à retourner à l'école. Convaincus que l'éducation est

la clé de succès, le WWF et ses partenaires y compris les communautés locales et autochtones vivant autour de Messok Dja, se sont investis pour apporter de l'espoir aux nouvelles générations du village de Dia et des villages environnants en aménageant un nouveau bâtiment scolaire avec trois salles de classe équipées. Afin de démarrer les cours, des kits scolaires ont été fournis aux élèves en décembre 2020.

« *Vous savez, dans un village qui n'a pas d'école, il n'y a pas d'élites pour demain. Aujourd'hui, nous sommes plus*

qu'heureux car cette école contribuera à un avenir meilleur pour nos enfants », a ajouté Alfred Mengongo.

En bénéficiant de ce soutien, Théodore Golo, sous-préfet de Sembé, a exprimé sa gratitude et souligné sa satisfaction : « *de voir les enfants de Dia et de toute la contrée retrouver le chemin de l'école* ». L'éducation est le quatrième des objectifs du développement durable (ODD), elle favorise la mobilité socio-économique et constitue un moyen d'échapper à la pauvreté. Chaque objectif de l'Agenda 2030 a besoin de l'éducation pour doter tous les individus de connaissances, de compétences et de valeurs nécessaires pour leur permettre de vivre dans la dignité ; de se construire une vie et de contribuer à leur société.

Fortuné Ibara

«...Un village qui n'a pas d'école, n'a pas d'élites pour demain. Aujourd'hui, nous sommes plus qu'heureux car cette école contribuera à un avenir meilleur pour nos enfants »,

VIE ASSOCIATIVE

La Mutrado réactualise ses documents fondamentaux

Les membres du conseil d'administration de la mutuelle des travailleurs des douanes (Mutrado), se sont réunis du 21 au 22 janvier à Brazzaville pour faire le bilan à mi-parcours de leur structure avant de projeter des nouveaux défis.

Tenus sur le thème: «Bilan et vision d'avenir», les travaux du conseil d'administration de la mutrado ont permis aux participants de mettre en place une commission composée de douze membres chargé d'élaborer le rapport bilan du mandat passé et de proposer les modifications des documents fonamen-

« En ce qui concerne la vision d'avenir de la mutrado, le conseil d'administration dans le souci de pérenniser la vie de la mutuelle et d'élargir son champ d'action, a mis en place une commission en vue d'apporter des amendements aux dispositions statutaires et réglementaires à soumettre à l'assemblée générale »



Les membres de la Mutrado/Adiac

taux afin de pérenniser la vie de la structure.

Selon Gilbert Missoni Missoungala, président du

conseil d'administration de la mutrado, le bilan de cette organisation est globalement positif, malgré quelques dif-

ficultés rencontrées dans la gestion des prestations sociales à cause de la crise économique due à la pandémie

de coronavirus et les départs massifs à la retraite des douaniers. « En ce qui concerne la vision d'avenir de la mutrado, le conseil d'administration dans le souci de pérenniser la vie de la mutuelle et d'élargir son champ d'action, a mis en place une commission en vue d'apporter des amendements aux dispositions statutaires et réglementaires à soumettre à l'assemblée générale », a expliqué Gilbert Missoni Missoungala.

Par ailleurs, il a exhorté les membres de la mutuelle à se pencher sur les préparatifs de la prochaine assemblée générale au cours de laquelle seront mises en place de nouvelles instances dirigeantes. Trois équipes de quatre membres chacune ont été installées pour superviser les mini assemblées prévues dans les départements.

Rude Ngoma

REPUBLIQUE DU CONGO



Unité * Travail * Progrès

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION
TECHNOLOGIQUE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ,
DE LA POPULATION
DE LA PROMOTION DE LA FEMME
ET DE L'INTÉGRATION DE LA FEMME
AU DÉVELOPPEMENT

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR



CONGRÈS INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE SUR LA COVID-19

**SOUS LE TRES HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DE L'ETAT**

THEME:

**RECHERCHE ET COVID-19
EN AFRIQUE CENTRALE**

**BRAZZAVILLE - 26 AU 28 JANVIER 2021
AUDITORIUM DU RECTORAT**

Droit d'inscription :
20 000 FCFA, Professionnels
10 000 FCFA, Etudiants

Contact : +242 06 959 59 62 / 06 686 57 61
E-mail : batala-mpondo270@hotmail.com
henriettepoaty@gmail.com

COVID 19.

Un an après le confinement de Wuhan, la pandémie demeure forte

Un an après le spectaculaire confinement décrété à Wuhan en Chine, désormais débarrassée du coronavirus, l'épidémie ne faiblit pas. Elle a cependant décéléré partout cette semaine.

A travers la planète, nombre de pays n'ont toujours pas d'autre solution que de restreindre déplacements et activités pour espérer en finir avec le coronavirus. «Nous sommes à 400.000 morts, et cela devrait atteindre beaucoup plus que 600.000», a ainsi déclaré vendredi le nouveau président américain Joe Biden, qui n'avait jamais évoqué un bilan si lourd.

Lueur positive, après un pic, la pandémie a décéléré partout cette semaine (634.200 nouveaux cas quotidiens en moyenne, soit -12%), sauf en Amérique latine où la ville de Rio de Janeiro a renoncé à organiser cette année son traditionnel carnaval.

De nouvelles restrictions sont néanmoins entrées en vigueur samedi pour répondre à l'inquiétude qui monte, face aux dangers représentés par les variants du coronavirus. Et pour cause. Le variant du coronavirus découvert pour la première fois en Grande-Bretagne pourrait être plus mortel encore, c'est ce qu'a indiqué le Premier ministre

britannique Boris Johnson lors d'une conférence de presse. Pour les hommes âgés d'une soixantaine d'années, le risque de mortalité est de 10 sur 1.000 avec le virus, un chiffre qui atteint 13 à 14 sur 1.000 avec le nouveau variant, a indiqué le conseiller scientifique du gouvernement, Patrick Vallance.

L'agence européenne chargée des épidémies estime à «élevé/très élevé» le risque lié aux nouveaux variants, et prévoit «une escalade rapide de la rigueur des mesures dans les semaines à venir». En

Allemagne, un premier cas d'un variant brésilien a été identifié chez une personne revenant du Brésil, ont fait savoir de leur côté vendredi les autorités de l'Etat de Hesse (ouest).

Face à ce risque, plusieurs pays ont réagi. Un couvre-feu nocturne entre en vigueur samedi aux Pays-Bas tout comme un nouveau confinement pendant le week-end en Colombie. En Israël, il faut désormais un test obligatoire pour être autorisé à entrer dans le pays.

Plus tôt cette semaine,

plusieurs pays européens avaient annoncé un renforcement des restrictions. La Belgique a ainsi décidé d'interdire à sa population les voyages non essentiels hors des frontières à compter de mercredi jusqu'au 1er mars. Sous confinement depuis une semaine, le Portugal a fermé vendredi ses écoles, crèches et universités pour 15 jours. En Espagne, la région de Madrid, l'une des plus touchées, a annoncé vendredi de nouvelles restrictions, avançant l'heure du couvre-feu et l'horaire de fermeture des bars et

des restaurants.

Hong Kong a instauré un premier confinement pour ce week-end, dans un quartier pauvre et densément peuplé.

Ces nouvelles restrictions ne vont pas sans heurt avec les populations tandis que les vaccinations tardent.

Les livraisons du vaccin AstraZeneca/Oxford en Europe seront moins importantes que prévu en raison d'une baisse de rendement sur un site de fabrication. Le vaccin Spoutnik V de la Russie n'a pas encore été autorisé dans l'Union européenne. L'autre vaccin Moderna a lui suscité des craintes en raison de cas d'allergies sévères cependant celles-ci sont rares et n'ont concerné que 10 personnes sur plus de 4 millions de premières doses administrées aux Etats-Unis.

L'épidémie a fait 2.092.736 morts et contaminé plus de 97 millions de personnes. L'Europe et l'Amérique du Nord concentrent les deux tiers des nouvelles contaminations.

Julia Ndeko avec AFP

PREMIER CONFINEMENT À HONG KONG, UN QUARTIER BLOQUÉ POUR 48H

Des milliers d'habitants d'un des quartiers les plus pauvres et densément peuplés de Hong Kong ont reçu l'ordre de rester chez eux samedi dans le cadre du premier confinement ordonné par les autorités depuis le début de la pandémie de coronavirus.

Cette mesure interdit à une dizaine de milliers de personnes vivant dans des immeubles situés dans une zone géographique délimitée, où un nombre croissant de cas a été enregistré ces derniers jours, de quitter leur domicile à moins de présenter un test négatif.

Le gouvernement de Hong Kong a indiqué dans un communiqué prévoir de tester dans les 48 heures tous les habitants de cette zone du quartier de Jordan, afin de parvenir à zéro cas dans cet arrondissement.

«Les habitants vont devoir rester chez eux afin d'éviter les contaminations jusqu'à ce qu'ils obtiennent les résultats de leurs tests», a déclaré à la presse la ministre de la Santé Sophia Chan.

Cette mesure concerne quelque 150 immeubles et plus de 3.000 policiers ont été mobilisés pour faire respecter le confinement.

ARRÊT SUR IMAGE



Une délégation de la CEA en séjour de travail à Brazzaville a visité le 23 janvier 2021 le Musée Galerie du Bassin du Congo en compagnie des cadres de l'Office de promotion de l'industrie touristique.



ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité



**ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT**



SCANNEZ
LE QR CODE

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Enter votre adresse email

VALIDER

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

LUTTE CONTRE LES ACTES DE VIOLENCE EN RCA

L'ONU exhorte les institutions internationales à enquêter

Dans le but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation qui prévaut en République centrafricaine (RCA), l'expert indépendant de l'Organisation des Nations unies dans le pays, Yao Agbetse a appelé le 22 janvier, les gouvernements du monde et les institutions internationales, notamment la Minusca, le Tribunal pénal spécial et la Cour pénale internationale à enquêter sur la question.

Selon l'expert onusien, il est urgent de lancer une action concertée pour que les chefs des groupes armés et les auteurs des graves violations des droits de l'homme ainsi que du droit international humanitaire, commises en RCA, soient rapidement traduits en justice et sanctionnés. Car, toute impunité continuera d'alimenter les violences et conflits en RCA, surtout si leurs auteurs, coauteurs et complices ne sont pas arrêtés, poursuivis et jugés.

« Les responsables de ces violences doivent répondre devant des juridictions. Je déplore le fait que des milliers de Centrafricains n'aient pas pu exercer leur droit de vote et que beaucoup aient été victimes de torture ou de mauvais traitements et de menaces de mort pour avoir exercé leur droit de vote au premier tour des élections », a déclaré le porte-parole de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca), Vladimir Monteiro.

Encourageant l'expert des

Nations unies, pour cette initiative, le représentant de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a précisé qu'environ cent vingt mille personnes ont fui le pays à cause des violences et plus de soixante mille Centrafricains sont actuellement réfugiés à l'étranger ce qui fait que le nombre de réfugiés a doublé en une semaine.

« Les violences qui touchent la RCA, depuis un mois, ont

HCR, Boris Cheshirkov, en déplorant le fait que la population vit dans la peur et l'effroi.

Par ailleurs pour l'ONU, les violences qu'a connu le pays, ces derniers jours, ont inversé la tendance d'un retour des réfugiés centrafricains dans leur pays. Car, le rapatriement librement consenti des Centrafricains, après des années d'exil au Cameroun, au Congo et en République démocratique du Congo,

l'accès à leurs territoires et à l'asile, malgré des restrictions de mouvement imposées par la pandémie de Covid-19. D'autant plus, sur le terrain, l'agence onusienne et ses partenaires intensifient l'aide aux nouveaux arrivants, nonobstant les mauvaises infrastructures qui entravent la réponse humanitaire », a reconnu, l'ONU.

Les violences ont occa-

« Nous appelons la communauté internationale à intensifier d'urgence le soutien à la réponse humanitaire en RCA, afin de pouvoir venir davantage en aide aux personnes désireuses et qui se trouvent dans des régions reculées. Pour ses opérations dans le pays, nous avons besoin cette année de cent cinquante et un millions de dollars. Car, les besoins des Centrafricains déplacés s'accroissent et nous serons bientôt confrontés à un déficit de financement important »

des conséquences sur le plan humanitaire. Car, des milliers de civils ont été contraints de fuir leurs maisons pour se réfugier dans la brousse, alors que d'autres ont fui le pays pour se réfugier dans les pays voisins », a déclaré, le porte-parole du

avait repris en novembre 2020, mais a été temporairement interrompu.

« L'ONU à travers le HCR, félicite les gouvernements voisins de la RCA d'avoir continué à accorder aux réfugiés centrafricains

sionné la dégradation de la situation humanitaire en RCA

Appelant ces pays membres à venir en aide aux populations centrafricaines, l'expert de l'ONU a spécifié que déjà fragile, la situation humani-

taire en Centrafrique s'est encore détériorée. Et, plus de la moitié de la population a un besoin vital d'aide. Cependant, les différents locaux des organisations humanitaires ont été détruits et pillés. Ce qui fait que les populations sont privées d'aides humanitaires. « Nous appelons la communauté internationale à intensifier d'urgence le soutien à la réponse humanitaire en RCA, afin de pouvoir venir davantage en aide aux personnes désireuses et qui se trouvent dans des régions reculées. Pour ses opérations dans le pays, nous avons besoin cette année de cent cinquante et un millions de dollars. Car, les besoins des Centrafricains déplacés s'accroissent et nous serons bientôt confrontés à un déficit de financement important », a précisé le HCR, avant de conclure que sans un message fort combiné à des actions concertées des pays membres de l'ONU, le pire pourrait arriver dans ce pays.

Rock Ngassakys

AFRIQUE

Les compagnies aériennes ont perdu 14 milliards de dollars

En 2020, les compagnies de transport aérien du continent ont enregistré une baisse de 78 millions de passagers et de 58% de leur capacité globale comparée à 2019.

La pandémie de Covid-19 a asséné un coup dur aux transporteurs africains, qui ont enregistré en 2020 une chute historique de leurs activités. Selon les données publiées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), ces derniers ont perdu 14 milliards de dollars de revenus, dans le transport de passagers, au cours de l'année écoulée.

Le secteur a affiché des performances catastrophiques, en raison de la crise sanitaire, et la saignée est loin d'être terminée. Quatre transporteurs africains ont suspendu leurs opérations tandis que deux autres se sont mis en

redressement judiciaire. L'Association internationale du transport aérien (IATA), pour sa part, indique que les volumes de trafic de 2019 en Afrique ne reviendraient pas avant 2023. Le continent « devrait connaître une reprise tardive de ses performances financières », souligne-t-elle, en déplo-

rant le timide soutien des gouvernements de la région.

A l'échelle mondiale, le trafic passager a chuté de 60%, « ramenant les statistiques du transport aérien au niveau de 2003 ». Concrètement, seulement 1,8 milliard de personnes ont pris l'avion en 2020, contre 4,5 milliards en

2019. Résultat : les compagnies du monde ont globalement perdu 370 milliards de dollars, les aéroports 115 milliards de dollars, et les fournisseurs de services aériens 13 milliards de dollars. « Avec les fermetures de frontières et les restrictions de voyage mises en place dans le monde entier, en avril,

le nombre total de passagers a chuté de 92% par rapport à 2019 ; soit 98% pour le trafic international et 87% pour le transport intérieur », indique l'OACI.

« Après avoir atteint le point bas d'avril, le trafic de passagers a connu un rebond modéré pendant la période estivale. Cette tendance à la hausse a cependant été de courte durée, stagnant, puis empirant en septembre lorsque la deuxième vague d'infection dans de nombreuses régions a incité à réintroduire des mesures restrictives », explique l'agence onusienne.

Josiane Mambou Loukoula

« Après avoir atteint le point bas d'avril, le trafic de passagers a connu un rebond modéré pendant la période estivale. Cette tendance à la hausse a cependant été de courte durée, stagnant, puis empirant en septembre lorsque la deuxième vague d'infection dans de nombreuses régions a incité à réintroduire des mesures restrictives »

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

MUSIQUE

L'UMC plaide pour la réouverture des salles de spectacles

A l'occasion de sa première rencontre annuelle tenue le 22 janvier à Brazzaville, l'Union des musiciens du Congo (UMC) a émis le vœu auprès des autorités publiques de rouvrir les salles de spectacles et de permettre au secteur culturel d'exercer librement ses activités dans le respect des mesures barrières.

A cause de la pandémie du coronavirus, 2020 a été une année épouvantable et difficile pour le secteur de la culture en général et celui de la musique en particulier. Salles de spectacles fermées, lieux de culture mis en arrêt, restriction des rassemblements de plus de cinquante personnes... Tout en comprenant cette appréhension, les artistes par le biais de l'UMC plaident pour un traitement plus équitable et plus juste vis-à-vis du secteur culturel afin de saisir la mesure réelle de l'impact du coronavirus sur la culture et ses conséquences sur l'activité musicale.

« Nul ne peut méconnaître que nous sommes une catégorie socio-professionnelle de personnes qui gagnent leur vie en qualité de créateurs. Nous en appelons à la Task Force et au gouvernement d'agir dans les meilleurs délais pour aider les créateurs à survivre à la crise actuelle et, à terme, à contribuer à la reprise de leurs activités », a souligné le



Des membres du bureau exécutif national de l'UMCDR

président de l'UMC, Magloire Bonguili dit Pape God.

Par ailleurs, le bureau exécutif national de l'UMC se dit favorable pour une culture plus encadrée. Il appelle l'Etat à continuer à concevoir, orienter, coordonner et contrôler la politique culturelle de la nation et à créer les conditions propices à sa mise en

œuvre. Celles-ci devant être en adéquation avec les mesures édictées par le gouvernement dans la lutte contre le coronavirus.

Eponger la dette relative aux droits d'auteurs

A cause de la pandémie de Covid-19, les comptes du Bureau congolais du droit d'au-

teurs (BCDA) se trouvent impactés. Une situation peu réjouissante pour les artistes, qui outre leurs prestations diverses, dépendent largement des redevances versées par cette institution.

Au regard de ces temps difficiles, les artistes ont lancé un vibrant appel à l'endroit du ministère de la Commu-

nication et des Médias afin de prendre des mesures nécessaires pour éponger la dette relative aux droits d'auteurs que les médias publics, y compris privés, ont vis-à-vis du BCDA, depuis plus de dix ans. « Nous invitons les autorités de tutelle d'en assurer le suivi dans le respect des lois et règlements en vigueur dans notre pays et dans le respect des conventions internationales dont le Congo fait partie. En agissant en faveur des créateurs, vous leur serez d'un grand soutien pour la relance de leurs activités », a lancé Pape God. Notons qu'en dépit du tableau sombre ayant caractérisé l'année 2020, l'UMC a récemment été récipiendaire du prix spécial du jury à la 18e édition des Sanzas de Mfoa. Ce prix est une reconnaissance publique qui vient conforter le rôle de ce groupement dont la défense des intérêts moraux, matériels et des droits des artistes musiciens du Congo, constitue le leitmotiv.

Merveille Atipo et Grace Merveille Ngapia (stagiaire)

« Nul ne peut méconnaître que nous sommes une catégorie socio-professionnelle de personnes qui gagnent leur vie en qualité de créateurs. Nous en appelons à la Task Force et au gouvernement d'agir dans les meilleurs délais pour aider les créateurs à survivre à la crise actuelle et, à terme, à contribuer à la reprise de leurs activités »

MATCH CONGO-LIBYE

Les Congolais entre optimisme et désarroi

Avec seulement un point en deux matches, Les Diables rouges du Congo sont face un à dilemme qui place les supporters de l'équipe nationale dans un pessimisme quant à leur éventuelle qualification au deuxième tour.

Les poulains de Barthélémy Ngatso-no doivent impérativement battre les Chevaliers de la Méditerranée, le 25 janvier au stade Japoma de Douala pour tenter d'obtenir une place à la prochaine étape.

Dans les rues de Brazzaville ou sur les réseaux sociaux, les avis sont partagés entre optimiste et doute. Guy Okoueré, chauffeur de taxi à Brazzaville, ne croit pas à la qualification du Congo et souhaite que l'équipe soit déjà éliminée afin d'éviter les stress dont il est victime, chaque fois que le Congo joue.

De son côté, Prince Diankouika alias Prince Oniangué qui joue dans un club du quartier à Make-lékelé continue, quant à lui, à encourager ses grands frères partis « au front ». « C'est un défi que nous devons relever le lundi 25 janvier. Nous ne sommes pas faits pour être éliminés par la Libye. Les joueurs doivent savoir que le peuple compte sur eux », a-t-il déclaré, très rassurant d'une prochaine victoire des Diables rouges. Sur les réseaux sociaux, les avis des internautes divergent. Cer-



tains demeurent confiants en la capacité des Diables rouges de renverser la tendance, d'autres par contre estiment que les dés sont jetés, arguant que l'équipe nationale manque de réalisme sur le terrain.

Dernier du groupe B avec un point derrière la République démocratique du Congo (RDC) qui en compte 4 contre deux points pour la Libye et le Niger, le Congo sera, ce lundi 25 janvier, face à une équation difficile, mais pas impossible; puisque connaissant bien son adversaire, la Libye qui l'a slouvent éliminé dans cette compétition continentale, notam-

ment en 2014 puis en 2018. Par ailleurs, pour garantir une quelconque qualification lors de la troisième journée du Championnat d'Afrique, Cameroun 2021, les Congolais doivent l'emporter par un grand score tout en espérant une victoire de la RDC face au Niger qui lui aussi conserve encore sa chance de se qualifier pour le deuxième tour. Le match Congo-Libye retient le souffle des fans du football congolais qui ne jurent que sur la victoire et la qualification des Diables rouges. Ça passe ou ça casse. L'erreur n'est plus du tout permise.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Azerbaïdjan, 14e journée, 1re division
Malgré l'égalisation à la 60e signée Kévin Koumba, Sabah s'incline à domicile face à Qarabag (1-2). Sur un centre venu de la gauche, l'ancien Lillois a surgi au second poteau d'une demi-volée du plat du pied droit. Son troisième but de la saison.

Belgique, 16e journée, 2e division
Scott Bitsindou était en tribunes lors de la victoire de Lierse face à la lanterne rouge, la réserve du FC Bruges (2-1).

Croatie, 17e journée, 1re division
Sans Merveil Ndokcyt, opéré d'une cheville cette semaine, Osijek l'emporte chez le Lokomotiv Zagreb (3-0). Osijek est désormais leader, avec deux matches d'avance sur son premier poursuivant.

France, 19e journée, 3e division
Fred Dembi, titulaire, et Cholet font match nul 0-0 à Sète.

Boulogne-sur-Mer et Herman Moussaki sont battus à domicile face au leader bastiais (1-2).

Pays-Bas, 21e journée, 2e division
Cambuur corrige les Jong PSV 5-1. David Sambissa, titulaire, a été remplacé à la 79e alors que le score était acquis. Cambuur est premier à égalité de points avec Omniworld.

Camille Delourme

BENI

Le coordonnateur humanitaire plaide pour le renforcement de la protection des civils

Tout en regrettant que la situation de massacres, d'enlèvements et autres atteintes aux droits de l'homme dans la région de Beni perdure depuis des années, dans la plus grande impunité, produisant des conséquences humanitaires préoccupantes, le coordonnateur humanitaire, David McLachlan-Karr, appelle le gouvernement congolais à renforcer les mesures de leur protection.

Le coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo (RDC), David McLachlan-Karr, a dit fermement condamner les massacres, les enlèvements et autres atteintes aux droits de l'homme perpétrés cycliquement par les éléments armés dans le territoire de Beni à l'encontre d'une population civile impuissante. Appelant le gouvernement congolais à renforcer les mesures de protection, il regrette que cette situation perdure depuis des années, dans la plus grande impunité, produisant des conséquences humanitaires préoccupantes. « La situation est aussi alarmante qu'inacceptable. Je condamne fermement ces actes de violences qui contribuent fortement à augmenter la vulnérabilité des populations. J'exhorte les éléments armés à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à protéger les personnes comme les infrastructures civiles », a-t-il indiqué dans un communiqué du 21 janvier 2020 partagé par le bureau de l'Onu en charge de la coordination de l'aide humanitaire (Ocha). 67 mille personnes déplacées



La Force de la Monusco/Monusco/Myriam Asmani

suite aux violences Ocha rappelle dans ce document, en effet, que depuis novembre 2019, les violences se multiplient à Beni et se sont étendues sur les territoires frontaliers d'Irumu et de Mambasa, dans la province de l'Ituri. L'agence onusienne précise que les civils, dont une majorité de femmes et d'enfants, sont la

cible de violences répétées qui ont fait plus de cent cinquante morts entre le 11 décembre 2020 et le 10 janvier 2021 ainsi que plus de cent personnes enlevées et des blessés. Et de noter qu'au 10 janvier 2021, ce sont plus de 67 mille personnes qui se sont déplacées suite à ces violences persistantes. « La plupart d'entre

elles sont hébergées dans des familles d'accueil - lesquelles subissent une pression sur leurs ressources et sont d'autant plus vulnérables - tandis que les autres populations déplacées vivent dans des écoles ou des églises, dans des conditions de vie particulièrement précaires », a noté Ocha.

A en croire ce bureau, le Coordonnateur humanitaire adjoint, Diego Zorrilla, effectuera, dans les jours à venir, une mission à Beni afin de renforcer la visibilité autour de cette crise et de mobiliser les acteurs pour assurer une réponse rapide aux populations qui ont été contraintes au déplacement, fuyant les atrocités perpétrées par les éléments armés. Parlant de ces populations, David McLachlan-Karr fait observer que celles-ci ont vécu l'horreur et leurs besoins humanitaires sont très importants. « Elles ont vu leurs proches se faire tuer et ont assisté impuissantes au pillage de leurs biens et à l'incendie de leurs habitations. Il faut leur apporter une assistance, car en plus du traumatisme subi, elles ont tout perdu dans leur fuite », affirme-t-il. Tout en rappelant que l'assistance humanitaire leur soit délivrée au plus tôt, il a noté que « les besoins de ces personnes déplacées et des familles hôtes sont immenses tant en protection, abris, en articles ménagers essentiels, en santé, en assistance alimentaire qu'en eau, hygiène et assainissement ».

Lucien Dianzenza

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

La reprise des activités académiques sous certaines conditions

Le ministre en charge de l'Enseignement supérieur et universitaire a relevé que pendant que la suspension d'activités, pour l'année académique 2021-2022, continue pour les provinces affectées par la covid-19, celles-ci peuvent reprendre dans les établissements des provinces n'ayant pas des cas de maladie et pour celles qui n'ont enregistré aucun cas ces quinze derniers jours

Dans une note circulaire du 21 janvier 2021, le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire Thomas Luhaka Losendjola, a fixé des conditions pour la reprise des activités pour les années académiques 2019-2020 et 2021-2022. Selon ce document adressé à l'attention des chefs d'établissements de l'enseignement supérieur et universitaire (ESU) sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo (RDC), pour l'année académique 2019-2020 interrompue à cause de la covid-19, Thomas Luhaka décide de la reprise des délibérations

en attente et l'organisation des défenses de mémoires et des soutenances des thèses de doctorat. Alors que pour les sessions d'examens, seules les provinces non affectées par la maladie ou n'ayant pas des cas ces quatorze derniers jours sont autorisées de les organiser. « La suspension continue pour les provinces affectées », précise le ministre. Pour le ministre de l'ESU, les mesures préventives et les gestes barrières contre la covid-19 doivent être de stricte application. Thomas Luhaka a, par ailleurs, indiqué que ces décisions contenues dans la note s'ap-

Republique Démocratique du Congo
Kinshasa le 21 JAN. 2021

Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire
Le Ministre

NOTE CIRCULAIRE N° 024/MINESU/CAB.MIN/TLL/BLB/MNB/2021 DU 21 JAN. 2021 AUX CHEFS D'ETABLISSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE (TOUS)

CONCERNE : DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LES ACTIVITES AU SEIN DES ETABLISSEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE EN PERIODE DE COVID-19 (DEUXIEME VAGUE).

Mesdames et Messieurs,

Sur instruction de Monsieur le Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Chef de l'Etat, Monsieur le Premier Ministre, Son Excellence Sylvestre ILUNGA ILUNKAMBA, Chef du Gouvernement, après concertation avec le Comité Multisectoriel de la Riposte, me charge de vous communiquer les dispositions suivantes en lien avec les activités au sein de vos Etablissements :

- Pour l'année académique 2019-2020 :**
 - Reprise des délibérations en attente ;
 - Organisation des défenses de mémoires et des soutenances de thèses de doctorat ;
 - Seules les provinces non affectées par la Covid-19 ou n'ayant pas rapporté des cas au cours des 14 derniers jours peuvent organiser les sessions d'examens (cf. carte en annexe). La suspension continue pour les provinces affectées.
- Pour l'année académique 2020-2021 :**
 - Reprise des activités uniquement dans les Etablissements situés dans les Provinces n'ayant pas rapporté de cas de Covid-19 et pour celles n'en ayant pas rapporté au cours des 14 derniers jours (cf. carte en annexe).

Dans l'exécution de présentes dispositions, les mesures préventives et des gestes barrières contre la Covid-19 doivent être de stricte application.

En appui aux Comités de Gestion, les Comités Covid-19 institués dans les Etablissements sont priés de s'assurer de l'observance effective des mesures de lutte contre la Covid-19.

Fait à Kinshasa, le 21 JAN 2021
Thomas LUHAKA LOSENDJOLA

Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) - B.P. 929 Kinshasa/DRC
Contact : +243 840 453 201; 901 990 210 ; E-mail : cabesurs_rdc@yahoo.fr

puient sur l'instruction du président de la République au Premier ministre, après concertation avec le Comité multisectoriel de la riposte qui l'a chargé de les communiquer aux concernés. Il en appelle, en outre, aux comités de riposte institués dans chaque établissement de s'assurer de l'observation effective des mesures de lutte contre cette pandémie. Il est rappelé que ces décisions du ministre de l'ESU sont prises pendant que dans certaines provinces, les étudiants tentent d'organiser des marches pour exiger la reprise des cours.

Lucien Dianzenza

PRÉSIDENTIELLE 2021

Denis Sassou N'Guesso officiellement candidat

Le chef de l'État congolais a choisi le département du Niari et la modeste localité de Kibangou, à 93 km du chef-lieu Dolisie, pour annoncer officiellement sa candidature à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

Denis Sassou N'Guesso qui était pressé depuis plusieurs semaines par son parti et sa famille politique de faire acte de candidature à sa propre succession a donc levé le suspense : « *Oui, nous nous portons candidat à l'élection présidentielle de mars* », a-t-il solennellement déclaré en réponse aux appels que lui ont lancé tour à tour les sages et les jeunes du Niari présents sur le site du chantier de la route Kibangou-Dolisiie.

Tout ceci a été synchronisé au plan de la communication, car l'annonce du président de la République a eu lieu en marge du lancement par lui des travaux de bitumage de la route Dolisie-Kibangou le samedi 23 janvier. Axe du corridor Libreville-Brazzaville, cette route fait partie de la Nationale numéro 3 qui relie le Congo au Gabon.

La section Dolisie-Kibangou comprend la construction en cours d'un pont sur le fleuve Niari. Les données produites par le ministère de l'aménagement, de l'équipement du territoire et des grands travaux chiffrent le coût total des travaux à 45 196 388 223 FCFA dont 14 321 334 200 FCFA provenant du FAD (Fonds



Le chef de l'État lançant les travaux de la route Dolisie-Kibangou DR

africain du développement) et 26 875 054 023 FCFA du budget de l'Etat congolais. Les travaux exécutés par l'entreprise chinoise CRBC cou-

vriront une durée totale de 59 mois.

Au cours de la cérémonie, différents orateurs ont salué le programme gouvernemental

de dotation du pays en infrastructures de base et leur apport dans la mise en œuvre du projet d'intégration sous-régionale. Les ministres

Jean-Jacques Bouya et Émile Ouosso en charge respectivement de l'Aménagement, de l'équipement du territoire et des grands travaux et des Travaux publics, le représentant de la Banque africaine de développement, partenaire au projet, Sie Marie Tioye, la Commissaire aux infrastructures de la CEEAC, Marie Chantale Mvoula ont rappelé le leadership du président de la République dans la consolidation de la coopération inter-Etats!

Ce qui lui vaut d'être appelé « champion » de la construction des infrastructures par ses pairs d'Afrique centrale. Le préfet du département, Baron Frédéric Bozock lui adressait « un grand merci » au nom des populations du Niari pour les projets réalisés dans cette partie du pays.

Au même titre que les autorités locales, les habitants de Kibangou ainsi que les militants mobilisés pour la circonstance par les formations politiques dont on pouvait lire sur les banderoles qu'ils portaient des messages de soutien au chef de l'Etat ont bravé la pluie qui a mouillé le sol du Niari une grande partie de la journée.

Gankama N'Siah

Denis Sassou N'Guesso qui était pressé depuis plusieurs semaines par son parti et sa famille politique de faire acte de candidature à sa propre succession a donc levé le suspense : «Oui, nous nous portons candidat à l'élection présidentielle de mars», a-t-il solennellement déclaré en réponse aux appels que lui ont lancé tour à tour les sages et les jeunes du Niari présents sur le site du chantier de la route Kibangou-Dolisiie.

RÉFLEXION

Et le Fonds Bleu s'imposera ...

Que le nouveau président des Etats-Unis Joe Biden ait signé mercredi dernier, dès son entrée dans le bureau ovale de la Maison Blanche où il travaillera pendant les quatre prochaines années, le décret qui réintègre son pays dans l'accord de Paris sur le climat n'a rien d'étonnant. Tout au long de la campagne électorale qui lui a permis de l'emporter sur son rival républicain, Donald Trump, le candidat du parti démocrate n'avait pas cessé, en effet, de promettre au peuple américain qu'il ferait à nouveau de son pays l'un des acteurs principaux de la bataille vitale que constitue pour l'humanité tout entière, la lutte contre le dérèglement climatique.

Le fait, cependant, qu'il ait signé en priorité ce décret alors que son pays fait face aux terribles effets de la pandémie du coronavirus envoie un

signal fort, très fort même, à la communauté mondiale. Parfaitement mis en scène et relayé aussitôt sur les cinq continents par les grands médias, ce geste a démontré que la nation la plus puissante et la plus riche de la planète va mettre tout en œuvre dans les années à venir afin de réduire les gaz à effet de serre qui menacent l'air que nous respirons tous, afin de stopper la fonte des neiges sur les deux pôles qui provoque une hausse dangereuse du niveau des mers sur tous les continents, afin de réduire les déchets de toute nature que l'homme rejette au risque de détruire la faune et la flore qui l'entourent, bref et pour dire les choses de façon encore plus simple afin de protéger l'espèce humaine contre ses propres déviations.

Dans ce contexte très positif il est clair que l'attention du nouveau président des Etats-Unis se portera sans délai sur les deux grands

poumons de la planète que sont le gigantesque Bassin de l'Amazone, le très vaste et très riche Bassin du Congo dont Brazzaville et Kinshasa occupent le cœur.

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, ayant adopté l'attitude négationniste de Donald Trump à l'égard de la protection de la nature et laissant dévaster les forêts amazoniennes au risque de détruire les forêts de cette région stratégique de la Terre il y a très peu de chances pour que le message envoyé par Joe Biden soit entendu par les autorités de ce pays. Mais comme les présidents des deux Congo, Denis Sassou N'Guesso et Félix Tshisekedi, sont des défenseurs actifs de la lutte contre le dérèglement climatique, de la défense des forêts, de la protection des tourbières où se stocke l'essentiel du carbone les actions qu'il entreprendra seront soutenues avec force par cette partie de l'Afrique.

Pour dire les choses de façon encore plus directe la présidence de Joe Biden peut et doit permettre au Fonds Bleu du Bassin du Congo, dont les fondations ont été posées à Oyo il y a quatre ans, de s'imposer à l'échelle planétaire comme l'un des principaux acteurs du programme de protection de la nature lancé à Paris lors de la COP 21 le 12 décembre 2015. Il revient donc maintenant à celles et ceux qui dirigent cette institution d'agir à Washington, au cœur donc du nouvel Exécutif américain, afin d'en convaincre le nouveau locataire de la Maison Blanche et sa vice-présidente Kamala Harris.

Toutes les conditions sont en effet réunies aujourd'hui pour faire de cette partie du monde l'un des moteurs de la lutte contre le dérèglement climatique.

Jean-Paul Pigasse